

Dieu n'est pas paysan

Mots clés: mouvement paysan, dynamique paysanne, Afrique de l'Ouest, agriculture familiale, jeunesse, NEPAD

Dans cet entretien, M. Mamadou Cissokho nous fait découvrir quelques messages clés de son nouveau roman « Dieu n'est pas un paysan » qui raconte l'histoire du mouvement paysan ouest-africain et l'expérience des organisations paysannes depuis l'indépendance.



Auteur(s): Mamadou Cissokho

Date de publication: juin 2009

Catégorie(s): Savoir-faire paysans • Dynamique paysanne • Écotourisme • Organisation des producteurs agricoles, CONAPAC paysans, FEC • Construire son avenir, éducation, santé, énergie, eau, habitat • Appui, aide au développement

Province(s): Kinshasa • Bandundu • Équateur • Province Orientale • Nord-Kivu • Sud-Kivu • Maniema • Katanga • Kasai-Oriental • Kasai-Occidental • Bas-Congo

Partenaire(s): CSAO • ROPPA

Nombre de pages: 5

Identification: F-EPCJ-A6-P1-S1.2.5-1



F-EPCJ-A6-P1-S1.2.5-1

Avenir des jeunes, négociation de l'Accord de partenariat économique (APE), question foncière, intégration régionale, limites du système de l'aide... M. Cissokho nous livre ici sa vision de la société, ses craintes et ses espoirs.

Entretien avec M. Mamadou Cissokho



Président d'honneur du Réseau des Organisations Paysannes et des Producteurs Agricoles de l'Afrique de l'Ouest (ROPPA)

Dans cet entretien, M. Mamadou Cissokho nous fait découvrir quelques messages clés de son nouveau roman « Dieu n'est pas un paysan » qui raconte l'histoire du mouvement paysan ouest-africain et l'expérience des organisations paysannes depuis l'indépendance. Avenir des jeunes, négociation de l'Accord de partenariat économique (APE), question foncière, intégration régionale, limites du système de l'aide... M. Cissokho nous livre ici sa vision de la société, ses craintes et ses espoirs.

Propos recueillis par le CSAO
le 17 juin 2009.

Votre livre est un long plaidoyer pour l'agriculture familiale. Vous décrivez ce qui semble être à vos yeux à la fois un souvenir du passé et un idéal pour demain: une exploitation réunissant la grande famille, le clan. Une sorte de « petite république » fondée sur le respect des traditions et le leadership des anciens. Une unité de production d'abord centrée sur la satisfaction de ses propres besoins alimentaires. Un lieu « où le moi n'existe pas », où le collectif prime sur l'individu. Pensez-vous que cet idéal puisse toucher/motiver les jeunes Africains d'aujourd'hui? Quel est votre message en direction de ceux qui ont vingt ans?

Mon idéal n'est pas du tout de revenir au clan, au leadership des anciens, à des jeunes qui n'ont pas le droit de s'exprimer. Au contraire, mon combat personnel est celui des libertés fondamentales. Ceci dit, je pense qu'il ne faut pas donner le droit absolu aux libertés fondamentales pour mettre une croix sur les libertés communautaires et la solidarité. Je pense que l'être humain a besoin d'être « lui-même » mais aussi de s'inscrire dans un « nous » pour pouvoir exister. Et ce « nous », c'est l'exploitation agricole familiale. On y travaille ensemble, mais les ressources et les biens individuels sont reconnus. On dit le troupeau est celui de la famille mais tout le monde dans cette famille sait quels sont les animaux

qui appartiennent à qui. Nous sommes attachés au communautaire qui reconnaît les individus et leurs biens.

La première partie du livre décrit « ce qui ne va pas » dans ces exploitations qui souffrent de beaucoup d'insuffisances les empêchant de produire mieux, d'avoir des revenus garantis. Il ne s'agit pas de demander à un jeune d'aimer seulement sa famille et de s'asseoir à ne rien faire parce qu'il n'y a rien à faire! Non, ce que nous proposons d'abord, c'est qu'il ait des politiques d'investissements qui permettent à l'agriculture d'être rentable pour ceux qui la font vivre et pour la société. C'est à cette condition seulement qu'un jeune trouvera sa place. C'est pourquoi nous avons demandé des politiques agricoles, des investissements publics, la sécurisation des revenus, la garantie des emplois, etc. Ce sont des éléments non négociables et il faudrait nous battre pour réaliser ces objectifs.

Malheureusement, aujourd'hui, il n'y a pas de possibilités pour un jeune de se projeter dans l'agriculture: les taux de crédit sont très élevés; il n'y a pas de crédit à long terme; il n'y a pas de fonds d'accompagnement pour les jeunes, comme ça se passe dans beaucoup de parties du monde. Nous, en tant que parents, nous souhaitons que les jeunes soient sensibles à ces problèmes pour qu'on se batte

ensemble. Vous savez, les solutions de la vie ce n'est pas seulement d'abandonner là où c'est difficile. La vie dans les villes n'est pas plus facile. En ce qui concerne les jeunes qui ne souhaitent pas vivre en campagne, il faudrait qu'ils me disent ce qu'ils trouvent en ville.

Bien entendu, nous acceptons la liberté de choix de vie. Dans mon livre, je dis tout simplement qu'il n'y a pas de conditions optimales aujourd'hui pour qu'un jeune soit attiré par un emploi en milieu rural. Notre combat au sein du ROPPA consiste à changer cela.

Vous dites, on ne peut pas mobiliser les jeunes en leur disant que leur seul espoir c'est d'être un peu moins pauvre. Pourtant, aujourd'hui, tout le système d'aide international tourne autour de cet objectif. Vous critiquez aussi les gouvernements africains de trop tendre la main, de ne pas avoir financé le NEPAD eux-mêmes. Dambisa Moyo dans son livre « Dead Aid » va plus loin en affirmant que l'aide a intoxiqué l'Afrique, qu'elle a été nuisible. La suivez-vous ?

L'aide a été dévoyée. Elle est née dans un contexte de guerre froide où c'était une question de clientélisme. Chaque groupe voulait garder ses membres. C'est dans ce contexte que l'aide était « fabriquée » et vous savez, une mauvaise fondation sur un bâtiment n'est pas facile à redresser. Souvent il faut casser tout le bâtiment et ça peut être trop cher. Mais la faute la plus grave n'est pas du côté de ceux qui donnent, mais de ceux qui reçoivent ou qui demandent. J'essaie de faire partager cette idée dans mon livre : notre devoir d'autocritique. Je ne peux pas accepter que tout ce qui m'arrive est la faute des autres. Nous avons eu la chance depuis l'indépendance jusqu'à aujourd'hui d'avoir eu des cadres, des économistes. Je ne peux pas accepter qu'ils ne soient pas capables de bien gérer nos ressources. Cependant, j'ai constaté qu'ils ont pris de l'argent pour développer une bourgeoisie entre eux qui a remplacé les colons.

Mais parlons de l'aide telle qu'elle est donnée aujourd'hui.

Il y a des centaines de milliers de projets et nous sommes dans un système où tout le monde dit « je vais faire un projet ». Ca devient un marché. C'est comme à la bourse, on va et on achète. Par exemple, le gouvernement français décide que la nouvelle priorité est axée sur la problématique du « genre ».

Par conséquent tout le monde commence à faire des projets « genre ». Les Américains, de leur côté, disent qu'ils sont intéressés par le réchauffement climatique ; alors il faut faire des projets climatiques, etc. La coopération au développement est devenue un problème de mode. Mais le développement n'est pas une mode. Les règles de base du développement ne change jamais. Les hommes et les femmes raisonnables se parlent, réfléchissent ensemble en prenant en compte les réalités naturelles, écologiques, etc. Ces réalités ne bougent jamais.

L'autre limite de l'aide, c'est l'obligation de dépenser. Un Ministère de la coopération qui obtient un budget n'a pas intérêt à la fin de l'année à dire je n'ai pas pu consommer. Il faut consommer l'aide, bien ou mal.

Je voudrais aussi parler des problèmes de cohérence de l'aide et des procédures. Regardez l'Union européenne - qui est le plus grand bailleur de fonds, sans compter les coopérations bilatérales de ses pays membres -, la Banque mondiale et le FMI. Chacune de ces institutions a ses propres interlocuteurs au sein des gouvernements, ses règles, ses canaux, ses procédures, ses systèmes de contrôle et de suivi. Elles s'ignorent royalement.

En résumé, l'aide est née avec beaucoup de virus, elle s'est développée avec des handicaps et aujourd'hui elle est complètement paumée.

Mais, encore une fois, je ne dis pas que c'est uniquement de la faute des autres. Dans mon livre, on a beaucoup parlé de ce que nous-mêmes, nous avons comme responsabilité dans ce qui nous arrive. Par exemple, le NEPAD : Comment comprendre qu'on a une idée qu'on veut faire une rupture et qu'on ne commence pas à mettre nos propres ressources au service de cette idée ? Ce n'est pas normal. Une idée, un programme, un projet commence par vos idées, vos expertises et vos 10 francs. Quand tu vas réunir ces trois-là, toutes les autres institutions vont te respecter. Parce qu'ils vont dire, c'est son idée, il a mis aussi ce qu'il a.

Au fond, ce que vous critiquez le plus fortement, c'est le fait qu'on interdise aujourd'hui à l'Afrique de faire ce que tous les autres ont fait en leur temps : se protéger derrière de hautes barrières tarifaires. Le risque n'est-il pas que protégée par ces grandes barrières, l'agriculture ouest-

africaine n'évolue pas ? La concurrence n'est-elle pas un moteur de changement et d'adaptation ?

Mais non, je ne demande pas que nous restions éternellement à l'extérieur de l'économie mondiale. Je constate que tous ceux qui ont réussi ont pris le temps qu'il fallait pour se protéger. Nous avons deux types d'agriculture chez nous. Il y a une partie qui est déjà dans la concurrence, à savoir nos principaux produits d'exportation : café, cacao, banane et ananas. Les autres produits sont destinés à la consommation locale ; ils ne sortent pas du continent. C'est cette partie là qu'il faut protéger.

Premièrement, je pense qu'il y a une violation de la Charte des Nations unies par l'OMC. Parce que le droit à l'alimentation est inscrit à la Charte des Nations unies. Aucune institution ne doit prendre de mesures contre ce droit. La production locale des produits, c'est le droit à l'alimentation. Nous n'exportons pas notre manioc, ni le petit millet. Ce sont des produits qui sont à la base de notre culture culinaire. On n'arrive même pas à en produire suffisamment. Nous avons besoin d'une période d'adaptation pour nous permettre de nous protéger et de nous adapter. Mais ce que la Charte des Nations unies nous permet, l'OMC ne devait pas venir attaquer.

Par ailleurs, nous pouvons demander des dérogations à l'OMC ; on a le droit de les obtenir. Ce que j'attends de l'Afrique, c'est sa participation aux négociations. Actuellement, nous ne participons pas pleinement aux négociations. Ce sont les autres qui négocient et nous, nous suivons. C'est ça notre problème fondamental que je décris dans mon livre. Ce que font nos leaders africains n'est pas très correct : applaudir ou bien dire « oui » ou « non » seulement, sans négocier. Dans une vraie négociation, si je ne comprends pas, je ne viens pas ; et si je comprends, je défends mes intérêts. C'est ça qui manque.

La date butoir pour la signature de l'APE entre l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO + Mauritanie) et l'Union européenne n'a pas été tenue (fin juin 2009). Quel est l'état actuel des négociations ? Quels sont les principaux points de désaccord ? Quels pourraient être les compromis possibles pour faire avancer ces négociations ?

Une bonne nouvelle : nous ne sommes plus dans les échéances. La dernière réunion

des Ministres du commerce de la CEDEAO a décrété trois éléments importants : premièrement, on négocie ; cela veut dire que quand on sera prêt, ça devient une échéance. On ne prendra plus un délai. Deuxième élément, la 5ème bande du Tarif Extérieur Commun nous amène à re-catégoriser tout. Il y avait quatre bandes (0%, 5% 10%, 20%) ; maintenant qu'on a une 5ème bande de 35%, on va re-catégoriser. Troisième principe, c'est l'ouverture et la protection. Nous sommes aujourd'hui satisfaits. C'est ce que nous avons toujours dit à nos gens : on peut négocier parce que le commerce n'a du sens que si toutes les parties gagnent.

Donc il n'y a plus de désaccords entre vous ?

Mais si, l'Union européenne n'est évidemment pas d'accord avec ce que nous avons dit. C'est pourquoi nous négocions. Mais personnellement, je ne suis pas inquiet quand l'Union européenne n'est pas d'accord avec moi. Mon problème était de savoir si les autorités de la CEDEAO allaient s'engager à défendre notre position. Maintenant que la CEDEAO s'est engagée et que nous sommes d'accord sur le fond, je suis rassuré que la CEDEAO défende nos intérêts.

L'Union européenne n'a pas de problème avec la 5^e bande. Son problème, ce sont les échéances. La CEDEAO dit maintenant qu'on négocie et que nous signerons quand nous serons prêts. Je ne suis pas négociateur, donc je ne connais pas les détails de ce dossier. J'ai trois bonnes nouvelles : on va négocier, il n'y a plus de délai, on va re-catégoriser ; ça me suffit.

L'Union européenne a protégé son agriculture pendant 50 ans. Est-ce que nous avons besoin de nous précipiter ? De plus, les matières premières ne sont pas incluses dans les APE. L'accord ne concerne ni l'uranium, ni le pétrole, ni les diamants, etc. L'APE se concentre essentiellement sur les petits produits et les services. Les Européens veulent que nous ouvrons les appels d'offre à leurs entreprises. Comment voulez-vous qu'on puisse aujourd'hui accepter que les Européens viennent se présenter dans les appels d'offre pour les services en Afrique de l'Ouest ? Les entreprises africaines ne peuvent pas concurrencer avec les européennes. Vous savez, en matière de combat, il y a des règles. En boxe, il y a des catégories de poids. Dans la course des chevaux, il existe aussi des catégo-

ries. Donc il faut que nous prenions le temps de nous renforcer en nous protégeant.

La question du foncier est au cœur de nombreux débats. On assiste en particulier au développement d'investissements sur de grandes superficies de terres en provenance d'Asie, d'Europe et de Moyen-Orient. Les réactions à ce phénomène sont partagées : d'un côté, ces nouveaux investisseurs injectent des capitaux dans l'économie nationale et participent à la création des connaissances/compétences ; de l'autre côté, les récoltes sont uniquement destinées à l'exportation et ne bénéficient donc pas aux populations locales dans une région où la sécurité alimentaire reste fragile. Quel est votre avis ? Que répondez-vous aux agriculteurs désireux de profiter de cette nouvelle manne financière ?

Aucun agriculteur ne profite de cette manne. C'est un business entre les gouvernements et les investisseurs. C'est pourquoi ce n'est pas durable.

On connaît les investisseurs. Quand ils veulent s'installer quelque part, ils font comme nous quand on veut attraper un poisson. Ils dépensent un peu d'argent avant comme on met un hameçon pour attraper le poisson. Une fois qu'ils ont le poisson, ils arrêtent de dépenser de l'argent. Avec l'accord des autorités publiques, ces investisseurs étrangers s'installent dans des zones où il n'y a déjà pas assez de terres pour la population locale qui est installée depuis des générations. Un bail dure 99 ans. Par exemple à « l'Office du Niger » au Mali, une exploitation possède rarement plus de 10 hectares (un, deux ou trois hectares par famille sont une situation courante). Et on apprend qu'on a donné 100 hectares aux Chinois.

Ces investissements ne nous apportent rien en termes de connaissances et de renforcement des capacités. Premièrement, ils ont des systèmes de production qui ne sont pas à notre portée. C'est de la mécanisation à outrance et les pauvres types qui travaillent là dedans, gagnent généralement un dollar par jour.

Je pense que ce type de situation va amener des problèmes très sérieux dans un avenir proche. Quand les gens mesureront toute l'ampleur et les conséquences, ça va chauffer. Les autorités et les investisseurs sont en train de semer du vent ; ils vont récolter la tempête. Un gouvernement « normal », s'il veut

vraiment investir, il définit sa politique agricole et réunit ensuite les acteurs concernés, les organisations paysannes, les producteurs, etc. pour discuter avec les investisseurs. De plus, il n'y a pas beaucoup de terres utiles en Afrique. Il y a la grande superficie mais les bonnes terres utiles, il n'y en a pas beaucoup.

Pourtant le reste du monde pense aujourd'hui que l'Afrique est un des grands réservoirs de terres à venir ?

Je pense que c'est une mauvaise façon de dire les choses. Il faudrait prendre en compte le fait que dans trente ans, nous serons un milliard trois cents millions d'habitants. Trente ans, ça veut dire après-demain. Il faut évaluer la disponibilité des terres considérant l'ensemble du continent et en prenant en compte la croissance de la population. De plus, la désertification progresse avec le changement climatique. Nous n'avons pas suffisamment de terres.

Vous êtes un ardent défenseur et un observateur critique de l'intégration régionale. Vous semblez ne pas comprendre pourquoi il existe deux politiques agricoles régionales (celle de la CEDEAO et celle de l'UEMOA). Les paysans d'Afrique de l'Ouest souhaitent-ils que les deux institutions fusionnent ?

Dans la politique agricole de la CEDEAO, il est dit que toute autre politique sur ces questions doit s'harmoniser avec elle. N'oubliez pas que les huit Chefs d'État de l'UEMOA sont aussi des chefs d'État de la CEDEAO. Ils ont signé, donc ce n'est plus une affaire de l'UEMOA. Le problème est que la politique commune de l'UEMOA a été signée à Dakar en 2001 par les huit Chef d'État et celle de la CEDEAO en 2005 à Accra par 15 chefs d'État dont les huit qui avaient signé en 2001. Combien de temps ça prendra pour arriver à une politique unique ? Aucun délai n'a été fixé.

Nous, on ne parle jamais de la politique agricole de l'UEMOA. Ce n'est pas parce qu'on a un problème avec l'UEMOA. C'est parce que l'UEMOA est dans la CEDEAO, donc on ne va pas se fatiguer. Nous sommes dans la politique agricole de la CEDEAO. On se bat pour une seule intégration.

En même temps, il faut reconnaître que l'UEMOA a des avantages comparatifs : la monnaie commune, la politique monétaire et la politique économique ; autant de points

faibles au niveau CEDEAO. Ce sont leurs seules forces pour le moment. Ce n'est pas suffisant. Nous pensons que l'UEMOA, c'est un escalier pour arriver à l'intégration.

Concrètement, que proposez-vous pour accélérer ce processus ?

Continuer à faire entendre notre voix. Nous avons demandé à la CEDEAO, il y a trois mois, de créer un Conseil économique, social et culturel pour que tous les acteurs de la société civile se retrouvent là dedans pour pousser à accélérer l'intégration. Je pense que ça va se faire.

Le grand absent de la belle histoire que raconte ce livre, celle de la naissance d'un mouvement paysan régional ouest-africain, est le Nigeria, et dans une moindre mesure, le Ghana. Au fond, on pourrait vous dire que le ROPPA ne concerne pas plus de la moitié des paysans ouest-africains, qu'il est essentiellement une organisation « CFA », francophone face à un monde agricole des pays anglophones plus « moderniste », plus tourné vers le marché et la compétition. Que répondez-vous à ces critiques ?

80 % des paysans du Nigeria et du Ghana sont des petits paysans qui ne sont pas dans le modernisme. Le Ghana est membre du ROPPA depuis 5 ans. Initialement seulement des femmes transformatrices de poissons, et quelques petits paysans ont y participer. Maintenant, le ROPPA au Ghana s'est élargi pour rassembler l'ensemble des agriculteurs dans sa nouvelle plate-forme.

Pour le Nigeria, il faut être patient ; le processus est un peu plus lent. Nous avons un partenaire qui est un Docteur, un pédiatre qui a fermé sa clinique pour faire un champ de manioc. Parce qu'il a vu que les ordonnances qu'il prescrivait, ne soignaient pas les enfants et que la plupart des maladies, c'est la faim, la malnutrition. Il a créé des unions dans 10 États et quand on a fait le sommet à Niamey pour la sécurité alimentaire, il y avait une Délégation de 12 personnes du Nigeria qui était là. On ne construit pas en un jour. On n'a pas fait l'Union européenne à 27 pays du premier coup ; on a commencé à 6. Nous sommes dans un processus de construction qui s'appuie sur notre histoire et nos cultures. D'ailleurs, quand nous allons au Nigeria, la plupart du temps on ne parle pas l'anglais mais le haussa. Quand nous allons au Ghana,

on parle mandingue ou le yoruba, en Gambie le mandingue, en Guinée Bissau la même chose. Le ROPPA, c'est l'Afrique de l'Ouest.

Vous avez manifestement besoin de tribunes pour faire avancer la cause paysanne. De quoi d'autre avez-vous besoin ?

Je voudrais qu'on puisse aller plus loin dans la facilitation du dialogue politique. Le ROPPA a besoin de débattre avec les responsables des agences de coopération pour créer des synergies et pour assurer l'équité et l'harmonisation des différents projets financés par les bailleurs. C'est crucial pour nous. Nous n'avons pas uniquement besoin de financements des bailleurs de fonds.

Permettez-moi de vous rappeler que c'est le rôle du Club et que sa fonction d'interface, celle qu'il a beaucoup jouée dans le passé, doit être davantage développée. C'est dans des endroits comme le Club que nous pouvons faire passer nos messages. Par exemple, encore une fois, que le développement n'est pas un phénomène de mode. Quand j'entends tout ce bruit qu'on fait actuellement autour du changement climatique, j'ai envie de rappeler que nous travaillons sur cette problématique depuis 1973, avec le CILSS et avec le Club. Je pense que nous devons aujourd'hui saisir cette occasion pour capitaliser ces analyses. Beaucoup de bailleurs de fonds sont dans une dynamique comme si tout était à inventer. Il est important de « sortir les archives » pour informer le monde. De mon point de vue, c'est une des limites des bailleurs ; ils ont une capacité d'effacer la mémoire qui est unique.

Vous dites, on ne peut pas mobiliser les jeunes en leur disant que leur seul espoir c'est d'être un peu moins pauvre. Pourtant, aujourd'hui, tout le système d'aide international tourne autour de cet objectif. Vous critiquez aussi les gouvernements africains de trop tendre la main, de ne pas avoir financé le NEPAD eux-mêmes. Dambisa Moyo dans son livre « Dead Aid » va plus loin en affirmant que l'aide a intoxiqué l'Afrique, qu'elle a été nuisible. La suivez-vous ?

L'aide a été dévoyée. Elle est née dans un contexte de guerre froide où c'était une question de clientélisme. Chaque groupe voulait garder ses membres. C'est dans ce contexte que l'aide était « fabriquée » et vous savez, une mauvaise fondation sur un bâtiment n'est

pas facile à redresser. Souvent il faut casser tout le bâtiment et ça peut être trop cher. Mais la faute la plus grave n'est pas du côté de ceux qui donnent, mais de ceux qui reçoivent ou qui demandent. J'essaie de faire partager cette idée dans mon livre : notre devoir d'autocritique. Je ne peux pas accepter que tout ce qui m'arrive est la faute des autres. Nous avons eu la chance depuis l'indépendance jusqu'à aujourd'hui d'avoir eu des cadres, des économistes. Je ne peux pas accepter qu'ils ne soient pas capables de bien gérer nos ressources. Cependant, j'ai constaté qu'ils ont pris de l'argent pour développer une bourgeoisie entre eux qui a remplacé les colons. Mais parlons de l'aide telle qu'elle est donnée aujourd'hui.

Il y a des centaines de milliers de projets et nous sommes dans un système où tout le monde dit « je vais faire un projet ». Ça devient un marché. C'est comme à la bourse, on va et on achète. Par exemple, le gouvernement français décide que la nouvelle priorité est axée sur la problématique du « genre ». Par conséquent tout le monde commence à faire des projets « genre ». Les Américains, de leur côté, disent qu'ils sont intéressés par le réchauffement climatique ; alors il faut faire des projets climatiques, etc. La coopération au développement est devenue un problème de mode. Mais le développement n'est pas une mode. Les règles de base du développement ne change jamais. Les hommes et les femmes raisonnables se parlent, réfléchissent ensemble en prenant en compte les réalités naturelles, écologiques, etc. Ces réalités ne bougent jamais.

L'autre limite de l'aide, c'est l'obligation de dépenser. Un Ministère de la coopération qui obtient un budget n'a pas intérêt à la fin de l'année à dire je n'ai pas pu consommer. Il faut consommer l'aide, bien ou mal.

Je voudrais aussi parler des problèmes de cohérence de l'aide et des procédures. Regardez l'Union européenne qui est le plus grand bailleur de fonds, sans compter les coopérations bilatérales de ses pays membres -, la Banque mondiale et le FMI. Chacune de ces institutions a ses propres interlocuteurs au sein des gouvernements, ses règles, ses canaux, ses procédures, ses systèmes de contrôle et de suivi. Elles s'ignorent royalement.

En résumé, l'aide est née avec beaucoup de virus, elle s'est développée avec des handi-

caps et aujourd'hui elle est complètement paumée.

Mais, encore une fois, je ne dis pas que c'est uniquement de la faute des autres. Dans mon livre, on a beaucoup parlé de ce que nous-mêmes, nous avons comme responsabilité dans ce qui nous arrive. Par exemple, le NEPAD : Comment comprendre qu'on a une idée qu'on veut faire une rupture et qu'on ne commence pas à mettre nos propres ressources au service de cette idée ? Ce n'est pas normal. Une idée, un programme, un projet commence par vos idées, vos expertises et vos 10 francs. Quand tu vas réunir ces trois-là, toutes les autres institutions vont te respecter. Parce qu'ils vont dire, c'est son idée, il a mis aussi ce qu'il a.

Au fond, ce que vous critiquez le plus fortement, c'est le fait qu'on interdise aujourd'hui à l'Afrique de faire ce que tous les autres ont fait en leur temps : se protéger derrière de hautes barrières tarifaires. Le risque n'est-il pas que protégée par ces grandes barrières, l'agriculture ouest-africaine n'évolue pas ? La concurrence n'est-elle pas un moteur de changement et d'adaptation ?

Mais non, je ne demande pas que nous restions éternellement à l'extérieur de l'économie mondiale. Je constate que tous ceux qui ont réussi ont pris le temps qu'il fallait pour se protéger. Nous avons deux types d'agriculture chez nous. Il y a une partie qui est déjà dans la concurrence, à savoir nos principaux produits d'exportation : café, cacao, banane et ananas. Les autres produits sont destinés à la consommation locale ; ils ne sortent pas du continent. C'est cette partie là qu'il faut protéger.

Premièrement, je pense qu'il y a une violation de la Charte des Nations unies par l'OMC. Parce que le droit à l'alimentation est inscrit à la Charte des Nations unies. Aucune institution ne doit prendre de mesures contre ce droit. La production locale des produits, c'est le droit à l'alimentation. Nous n'exportons pas notre manioc, ni le petit millet. Ce sont des produits qui sont à la base de notre culture culinaire. On n'arrive même pas à en produire suffisamment. Nous avons besoin d'une période d'adaptation pour nous permettre de nous protéger et de nous adapter. Mais ce que la Charte des Nations unies nous permet, l'OMC ne devait pas venir attaquer.

Par ailleurs, nous pouvons demander des dérogations à l'OMC ; on a le droit de les obtenir. Ce que j'attends de l'Afrique, c'est sa participation aux négociations. Actuellement, nous ne participons pas pleinement aux négociations. Ce sont les autres qui négocient et nous, nous suivons. C'est ça notre problème fondamental que je décris dans mon livre. Ce que font nos leaders africains n'est pas très correct : applaudir ou bien dire « oui » ou « non » seulement, sans négocier. Dans une vraie négociation, si je ne comprends pas, je ne viens pas ; et si je comprends, je défends mes intérêts. C'est ça qui manque.

Le ROPPA - www.roppa.info

Créé en 2000 par des responsables paysans ouest-africains, le Réseau des Organisations Paysannes et des Producteurs Agricoles de l'Afrique de l'Ouest (ROPPA) réunit les plates-formes nationales d'organisations professionnelles agricoles de 12 pays ouest-africains (Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Mali, Niger, Sénégal, Sierra Leone et Togo). Cet ensemble n'est pas fermé et l'ambition, à moyen terme, est d'accueillir des organisations paysannes de l'ensemble des pays de la CEDEAO. Le ROPPA a pour objectif de promouvoir et défendre les valeurs d'une agriculture paysanne performante et durable au service des exploitations familiales et des producteurs agricoles. Dès sa fondation, le CSAO a apporté son appui au ROPPA, notamment dans l'organisation logistique des événements du ROPPA, telle que la rencontre sur le bilan des cinq années du ROPPA avec les différents partenaires techniques et financiers. Le CSAO mène de diverses initiatives conjointes avec le ROPPA et d'autres partenaires de la région (avenir de l'élevage, transformation du monde rural, etc.) et dans le cadre du Réseau de prévention des crises alimentaires (RPCA). En tant que représentant de la société civile, le ROPPA participe régulièrement au Groupe d'Orientation des Politiques (GOP) du CSAO.